

# L'Enfer du décor



*Lettre d'information trimestrielle des Archives municipales de Nantes*

*Archives municipales de Nantes*

*1, rue d'Enfer*

*44094 NANTES Cédex 01*

*☎ 02-40-41-95-85 ☎ 02.40.47.38.79*

*www.archives.nantes.fr*

**Numéro 8**

**Décembre 2003**

## RESTAURATION



Chaque année les Archives municipales engagent des travaux de restauration, le choix se porte souvent sur des documents fréquemment communiqués en particulier des registres dont l'épaisseur et le format fragilisent la reliure.

En 2003, ont été restaurés les trois volumes de la liste électorale de 1898-1902, les tables décennales de décès de 1863-1872 et 1873-1882, ces dernières ont été microfilmées et ne seront donc plus consultables en salle de lecture.

Nous avons aussi poursuivi la campagne de restauration des affiches de théâtre entreprise en 2001, 23 nouvelles affiches sont désormais sauvées et de nouveau communicables.

## SALLE DE LECTURE

Communiquer leurs fonds demeure l'une des vocations les plus visibles des Archives. Toutefois, la consultation de documents en salle de lecture requière certaines précautions.

La prise de notes reste, pour le lecteur, un moment délicat. Pourtant, quelques petites règles, simples à respecter, permettent d'assurer la pérennité des documents.

Une première recommandation consiste à ne pas prendre de notes directement sur le document consulté. L'usage d'un chevalet permet de libérer de l'espace sur le plan de travail et d'y poser son bloc-notes. Cette mesure concerne essentiellement les registres de recensements, les listes électorales...

Une autre règle prévoit l'utilisation de crayons de bois en lieu et place des stylos à encre. Il s'agit ainsi d'éviter toute annotation involontaire, voire des taches, sur les documents originaux. Si, par oubli, le lecteur n'a pas emmené de crayon de bois, il peut s'en procurer auprès des personnes qui surveillent la salle. Un taille-crayon lui sera également proposé.



*À ne pas faire...*



*Le bon geste...*

### 6 Fi

Chantal Guillery a terminé la saisie des affiches cotées 6 Fi 3001 à 4000.

Après révision de l'indexation, le quatrième tome de l'Inventaire des affiches pourra être publié.

### 6 Fi toujours...

Un important travail de reprise de description et d'indexation vient d'être terminé par Chantal Guillery et Xavier Trochu. Réalisée dans le cadre de la préparation de la numérisation de 352 affiches de la seconde guerre mondiale cette opération a permis d'affiner les premières analyses et de revoir l'indexation, facilitant ainsi la recherche.

### 13 Fi

La saisie de la sous-série 13 Fi (tirages photographiques des plaques de verre) est désormais terminée. Les photographies en cours de numérisation viendront bientôt rejoindre les analyses.

### 22 Fi

Largement utilisée dans le montage vidéo sur les bombardements, la sous-série 22 Fi est en cours de saisie. Lydie Naud reprend les photographies une à une afin de les décrire minutieusement : localisation, identification des bâtiments et des commerces. Actuellement 213 notices sont consultables. Toutes ces photographies seront numérisées en 2004.

### 25 Fi

Après la sous-série 13 Fi, Catherine Rogeon continue donc la saisie du fonds photographique. Actuellement 1850 fiches de la sous-série 25 Fi (tirages photographiques des négatifs 24 Fi) sont accessibles dans la base Avenio.



Tenues maraîchères  
Rue Pitre Chevalier, s. d.  
25 Fi 1967

### Archives contemporaines

Les copies certifiées conformes (également appelées expéditions) des actes notariés concernant les acquisitions et cessions de la Ville de 1904 au début de l'année 1960 ont été versés aux Archives classées en ordre chronologique. La saisie de leur analyse dans la base de données arrive à son terme. Sont déjà saisies les analyses des actes de 1904 à 1958, sous les cotes 500 W 1 à 790 (1904-1939), 37 W 39 à 85 (1940-1942) et 1189 W 1 à 411 (1943-1958).

Ces analyses décrivent le but de la transaction, construction d'un bâtiment, aménagement de voirie, opération d'urbanisme (ex : aménagement du quartier du Marchix), le nom du vendeur, la localisation du bien, et précisent l'existence de documents annexes tels qu'un plan ou des actes d'origine de propriété. Elles sont l'objet d'une indexation à partir des index communs à l'ensemble de la base (édifices, lieux, thesaurus) et d'un index spécifique regroupant les noms des acquéreurs et vendeurs. Elles seront également accessibles par l'intermédiaire de plans de classement permettant de les regrouper par thèmes.

## TRAITEMENT DES FONDS



Acte de fondation à perpétuité de messes en l'honneur de la Vierge par Louis Guyard, prêtre et recteur de l'église de Saint-Martin de Chantenay, passé devant deux notaires.  
2 Z 39, 8 juin 1636.

Depuis début octobre, les Archives municipales accueillent Florence Leclercq étudiante en maîtrise d'archivistique à l'Université d'Angers.

Durant cette année de maîtrise, les étudiants ont en outre un mémoire d'histoire, à réaliser le classement d'un fonds d'archives et la rédaction de l'inventaire.

Florence Leclercq a donc commencé le classement du fonds déposé de l'ancienne commune de Chantenay (2 Z), fonds qui sera utilisé et mis en valeur en 2004, année du centenaire de la mairie.

## LES QUARTIERS

« Quand la ville s'éveille », le cahier n° 5 de « Sans mémoire, pas d'avenir » réalisé par un groupe d'habitants du quartier Breil-Malville en partenariat avec les Archives municipales et l'équipe de quartier vient de paraître.



Quand la ville s'éveille...

Au sommaire de ce nouveau numéro : les équipements collectifs de la cité du Breil.

Après l'édification des logements au début des années 60, les équipements collectifs nécessaires au développement de la vie sociale du quartier apparaissent : le centre social, le centre culturel et bien sûr les commerces.

Au regard de l'actualité du quartier, la construction du centre commercial a particulièrement été développée. En effet, ce dernier a fait l'objet cette année d'un programme de rénovation.

Les transformations de l'ancien village de Malville sont également abordées. La déconcentration du ministère des affaires étrangères à Nantes et le choix du site de Malville pour la construction des bâtiments sont ici largement évoqués.

Le cahier n° 5 est gratuit et disponible à l'accueil des Archives.



Inauguration en 1966 de Breil 1, le premier bâtiment du ministère des Affaires étrangères construit dans le quartier, par Michel Debré alors ministre des Affaires étrangères, accompagné par Olivier Guichard alors chargé de mission auprès de Georges Pompidou.

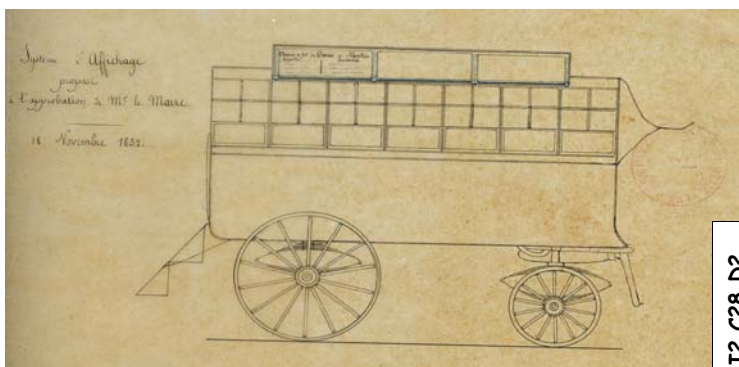
## HISTOIRE

### Fonds Stanislas BAUDRY, entrepreneur d'omnibus, 38 Z

Une recherche documentaire concernant les débuts de l'omnibus à Nantes a permis de retrouver dans le fonds des archives de la ville deux documents issus de l'entreprise du premier réseau de voitures-omnibus de Stanislas BAUDRY.

Ces documents, le **prospectus de présentation du projet** signé par les actionnaires en date du 10 août 1826 (ce document de 7 pages est relié avec un historique de l'entreprise, daté du 1<sup>er</sup> décembre 1887, établi par E. DAGAULT, fils du comptable dudit établissement) et le **livre de comptes**, de 32 pages, de la so-

ciété pour la période du 30 septembre 1826 au 30 juin 1830, ont été donnés aux Archives municipales de Nantes successivement à la fin du XIX<sup>ème</sup> et au début du XX<sup>ème</sup> siècle par le dit E. DAGAULT, qui entendait ainsi témoigner du rôle incontestable de Stanislas BAUDRY dans le développement des premiers omnibus de France à Nantes.



Stanislas BAUDRY, ancien officier d'Empire reconverti dans l'industrie, s'était déjà illustré comme précurseur dans l'installation d'une minoterie à vapeur dans le quartier de Richebourg au cours des années 1820 (une patente de meunier et de marchand de grains et farine lui est délivrée à compter de 1824). Il fit utiliser l'eau chaude fournie pour l'exploitation d'un établissement de bains publics. Afin de mieux desservir ses bains, Stanislas BAUDRY mit à la disposition de la clientèle un service de transport régulier assurant la liaison entre le centre-ville et Richebourg. Devant l'engouement des Nantais pour ce nouveau moyen de locomotion, Stanislas BAUDRY créa sa société de transport public le 10 août 1826. A partir de juin 1827, il mit en circulation une quatrième voiture.

Porté par le succès, il étendit son activité à Paris dès 1828. Mais cet industriel inventif, en proie aux difficultés suscitées par ce domaine fortement concurrentiel, mit fin à ses jours en 1830.

Quant à l'origine du fameux nom d'omnibus donné à ce mode de transport en commun, les recherches n'ont pu permettre de vérifier l'explication couramment avancée selon laquelle on prit l'habitude d'appeler ainsi ces voitures en raison de l'enseigne OMNES-OMNIBUS d'une boutique de chapelier devant laquelle elles stationnaient.

Aucune trace, en effet, du chapelier nantais OMNES n'a été retrouvée dans les archives consultées (hormis une très brève mention dans le registre des patentes de 1817 d'une dame OMNES, propriétaire d'une mercerie sise rue Saint-Nicolas).

E. DAGAULT fils a donné une toute autre version (cf. Bulletin de la Société archéologique de Nantes, 1892, pp. 115-116) qui attribuait l'idée de cette dénomination à son père, comptable de la société BAUDRY et de surcroît féru de latin.

Les deux documents, précités, à l'origine cotés I2 carton 18 dossiers 1 et 3, ont été réintégrés dans la série Z des entrées extraordinaires et portent désormais les cotes 38 Z1 et 38 Z2 du fonds Stanislas BAUDRY.

## PUBLICATION

MÉMORIAL DES VICTIMES  
DE LA PÉRSÉCUTION ALLEMANDE  
EN LOIRE-INFÉRIEURE 1940-1945



Jean-Pierre SAUVAGE  
Xavier TROCHU

Depuis sept ans, Jean-Pierre Sauvage, lecteur aux Archives Municipales, et Xavier Trochu, employé dans ce service, travaillent ensemble pour dresser la liste des victimes de la persécution et de la répression allemande en Loire-Inférieure pendant la Seconde Guerre mondiale. Leurs recherches ont déjà abouti à la rédaction de trois volumes :

- Les fusillés et les tués sommairement,
- Les déportés politiques et résistants,
- Les déportés de la communauté juive.

Aujourd'hui, les deux auteurs nous proposent un dernier recueil consacré au Service du Travail Obligatoire : le S.T.O. Dans une première partie, on retrouve des repères historiques qui démontrent l'ampleur de la politique allemande vis-à-vis des personnes forcées de travailler pour l'autorité d'occupation. Cette volonté s'exprime par la mise en place de lois de plus en plus contraignantes. On passe progressivement de l'appel au volontariat à la mise en place de la Relève pour aboutir, en février 1943, à l'instauration du S.T.O.

Pour mieux appréhender cette période, les textes législatifs ont été intégralement repris, notamment la loi du 4 septembre 1942 relative à l'utilisation et à l'orientation de la main d'œuvre. Une longue note en date du 26 juin 1943 du secrétaire général de la Préfecture au Préfet Bonnefoy, rappelle toutes les difficultés rencontrées par les autorités françaises pour satisfaire les exigences imposées par Sauckel, ministre allemand chargé du recrutement et de l'emploi de la main d'œuvre en territoires occupés.

Dans une seconde partie, le lecteur découvre une notice biographique pour chacun des requis victimes du S.T.O. décédés, soit en Allemagne lors de leur séjour, soit en France, suite à maladie contractée en Allemagne. Cette liste a été dressée par rapport aux dossiers déposés à l'Office Nationale des Anciens Combattants et pour lesquels la carte de S.T.O. a été délivrée. Selon l'enquête menée en mars 1949 par les différentes brigades de gendarmerie de Loire-Inférieure, 5227 habitants du département auraient été requis. Alors que cette enquête annonce 206 victimes, le mémorial en recense 193.

Les deux auteurs ont déjà entrepris l'écriture du prochain volume dédié, cette fois-ci, aux lieux de mémoire (monuments, plaques, stèles...).



Affiche de propagande invitant les jeunes Français à participer à la Relève  
6 Fi 6883

## JOURNEES DU PATRIMOINE

Les Archives municipales ont ouvert leurs portes les 20 et 21 septembre dernier dans le cadre des Journées du Patrimoine.

232 personnes ont découvert les magasins et une sélection de documents du XIV<sup>ème</sup> au XX<sup>ème</sup> siècle lors des visites commentées.



Un public plus important a quant à lui visité l'exposition sur la Reconstruction et regardé la vidéo sur les bombardements.



Le beau temps ayant permis d'installer l'exposition sur Malakoff dans la cour, des visiteurs ont profité de leur venue pour découvrir ou redécouvrir cette exposition.

Enfin les curieux ou passionnés de photographie et de nouvelles technologies ont pu bénéficier des explications et conseils éclairés de notre photographe sur la numérisation et le site Internet.

La publication sur la Reconstruction, victime de son succès, sera retirée mais elle est disponible sur le site Internet.

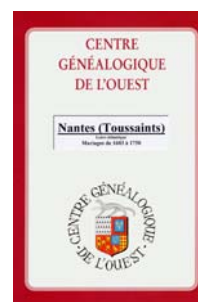
## REMISE OFFICIELLE AU CENTRE GENEALOGIQUE DE L' OUEST

Lors d'une rencontre le vendredi 21 novembre, le Centre Généalogique de l'Ouest a remis officiellement à Monsieur Ayrault, maire de Nantes, 7 nouvelles tables de mariages qui représentent le résultat du dépouillement de 6051 actes de 5 paroisses nantaises ainsi que des paroisses de Chantenay et Doulon.

A la différence des précédentes, ces tables portent sur une période plus large qui va du premier acte de mariage de la paroisse à 1750.

Ainsi sont désormais consultables en salle de lecture :

- Notre-Dame 1629-1750 - 728 actes (29 Z 8)
- Sainte-Radegonde 1668-1750 - 380 actes (29 Z 9)
- Saint-Jean 1636-1750 - 228 actes (29 Z 10)
- Saint-Laurent 1565-1750 - 857 actes (29 Z 11)
- Toussaints 1603-1750 - 915 actes (29 Z 12)
- Doulon 1675-1750 - 892 actes (29 Z 13)
- Chantenay 1567-1699 - 2051 actes (29 Z 14)



29 Z 12